

Camp pour le droit au logement

À partir du 21 mai 2015, au centre-ville de Montréal

Le 21 mai, une grande manifestation donnera le coup d'envoi d'un camp à durée indéterminée au cœur même de Montréal. Plus d'une centaine de personnes, mal-logées, itinérantes ou militantes, venues de plusieurs régions au Québec, s'installeront sur un terrain bien en vue qu'elles occuperont pour y organiser des activités de toutes sortes, ouvertes à la population.

Le campement urbain vise à attirer l'attention de l'opinion publique sur l'ampleur et l'urgence des problèmes de logement et d'itinérance, ainsi qu'à forcer la main des gouvernements, tant provincial que fédéral, pour qu'ils investissent de manière beaucoup plus importante dans le logement social. Il en va du respect du droit au logement.

Organisé par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).



Manifestation nationale de lancement du Camp

Jeudi 21 mai 2015
Rendez-vous, à 13h00, au
Square Dorchester, à Montréal
(métro Peel ou Bonaventure)

Des autobus gratuits partiront de
plusieurs régions du Québec.

Contactez votre comité logement local.

Une crise qui se poursuit sous d'autres formes

On pourrait croire que la crise du logement s'est terminée avec la fin de la longue pénurie d'appartements locatifs que le Québec a vécue au cours de la décennie 2000. Il n'en est rien.

Le logement social : une urgence.
Photo : Réal Michaud



- Selon des données provenant du gouvernement fédéral, 270 340 ménages, représentant 22,1 % des locataires, ont des « besoins impérieux de logement » au Québec. Or, ce chiffre n'inclut ni les personnes en situation d'itinérance, ni les 81 280 locataires qui doivent engloutir plus de 100 % de leur revenu pour se loger, d'après l'Enquête nationale auprès des ménages menée en 2011 par Statistique Canada.
- Entre 2001 et 2011, le loyer médian a augmenté de 30 % au Québec, alors que le revenu médian des locataires n'a progressé que de 23 %.
- À Montréal, le nombre de ménages locataires versant plus de la moitié de leur revenu pour se loger s'est accru de 12 % en dix ans et se chiffre à 102 480. À Gatineau, la progression a été de 22 %.
- Parmi les 227 835 ménages locataires payant plus de la moitié de leur revenu en loyer, 53 % ont une femme comme principal soutien financier.
- À l'automne 2014, le taux de logements inoccupés des appartements familiaux de trois chambres à coucher et plus était inférieur à 1 % dans plusieurs villes du Québec, de même que dans des arrondissements de Montréal. Or, les gouvernements eux-mêmes considèrent qu'il manque de logements locatifs quand ce taux est inférieur à 3 %.
- Selon l'Enquête nationale auprès des ménages, 104 410 logements ont besoin de réparations majeures et 101 020 sont de taille insuffisante. Parmi les ménages locataires ayant immigré plus récemment au Québec, 28,5 % demeurent dans un logement trop petit par rapport à la taille de leur famille.
- Une étude récente de l'Assemblée des Premières nations du Québec et du Labrador révèle que 9433 logements devraient être construits de toute urgence dans les communautés qu'elle représente, dont 5032 uniquement pour faire face au problème actuel de surpeuplement. Sur le territoire inuit du Nunavik, au nord du Québec, le taux de logements surpeuplés est de 42 %.
- Les ressources pour personnes itinérantes constatent une aggravation de ce problème, partout au Québec. À Montréal, la fréquentation des refuges pour hommes croît sans cesse depuis 2008, 69 327 nuitées ayant été offertes lors de l'hiver 2013-2014. Les ressources pour femmes, elles, ne suffisent pas à la demande, le taux d'occupation des lits ayant été de 104 % au cours des deux dernières années.

Pour la survie du logement social

Loin de se donner les moyens de répondre à tous ces problèmes, les gouvernements tendent de plus en plus à s'en laver les mains.

Au Québec, le dernier budget du gouvernement libéral de Philippe Couillard a sabré de moitié le nombre de logements sociaux réalisés annuellement au Québec. Alors que les derniers budgets prévoyaient le financement de 3000 nouveaux logements coopératifs et sans but lucratif à chaque année, ce qui était déjà nettement insuffisant par rapport aux besoins, le ministre des Finances, Carlos Leitão, a fait chuter ce nombre à 1500.

Le gouvernement a tenté de déguiser cette coupe avec une formule de « remplacement » qui ne représente rien de moins qu'une privatisation de l'aide au logement. En 2015-2016, il financera la location de 1000 logements vacants, pour l'essentiel des appartements privés, afin d'y loger des ménages en difficulté. Ce nombre montera à 1200, à chacune des quatre années suivantes.

Or, ce programme, baptisé supplément au loyer privé, n'a pas du tout les mêmes impacts que le logement social. Il ne permet pas la construction de nouveaux logements. Il n'améliore pas la qualité du parc existant. Il ne permet pas

d'intervenir pour revitaliser des milieux de vie, ni pour contrer la gentrification des quartiers centraux. Il ne sort surtout aucun logement de la logique du profit.

Du côté fédéral

Quant au gouvernement fédéral de Parti conservateur de Stephen Harper, non seulement ne consacre-t-il que des miettes de 250 millions \$ à l'échelle du Canada à ses investissements dans le logement dit abordable, mais il se retire à grande vitesse du financement qu'il accorde depuis des décennies aux logements sociaux existants.

En 2015 et 2016, 3000 logements coopératifs et un nombre au moins similaire de logements gérés par des organismes sans but lucratif en habitation perdront leurs subventions fédérales au Québec. Il en résultera des hausses majeures de loyer pour les locataires à faible revenu qui habitent une partie de ces logements. Ces appartements ne seront plus jamais aussi accessibles financièrement que par le passé.

À terme, 125 500 logements sociaux, incluant les Habitations à loyer modique (HLM), seront privés des subventions fédérales.

Des appuis importants

Anarchopanda
François Avard, auteur
Normand Baillargeon, professeur et auteur
Paule Baillargeon, actrice et réalisatrice
Frédéric Barbusci, acteur et auteur
Marc Béland, acteur
Xavier Brouillette, professeur en philosophie
et chroniqueur
Sophie Caron, comédienne
Paule-Andrée Cassidy, actrice
Salomé Corbo, comédienne
Michel Côté, acteur
Lise Dion, humoriste et actrice
Bernard Émond, cinéaste
Philippe Falardeau, cinéaste
Marie-Thérèse Fortin, comédienne
Francine Grimaldi, chroniqueuse
Andrée Lachapelle, actrice

À la mi-avril 2015, les personnalités suivantes avaient signé une déclaration d'appui au Camp pour le droit au logement.

Robert Lalonde, écrivain et acteur
Ève Lamont, réalisatrice
Claude Laroche, acteur
Hugo Latulippe, cinéaste
Véronique Le Flaguais, actrice
Sylvie Legault, actrice
Robert Lepage, auteur et metteur en scène
Alexis Martin, acteur et dramaturge
Marie Michaud, actrice
Ali (Webster) N'diaye, rappeur
Christian Nadeau, professeur et philosophe
François-Étienne Paré, acteur et animateur
Sylvie Tremblay, chanteuse et comédienne
Gilles Renaud, acteur
Judi Richard, auteure-compositrice-interprète
Samian, rappeur
Michel Seymour, professeur et philosophe

Pour le droit au logement

Des activités pour tous et toutes!

Le Camp pour le droit au logement s'inscrit dans une campagne amorcée à l'automne 2014 et qui comprenait plusieurs autres interventions, dont des actions et des manifestations nationales, la publication d'un Dossier noir sur le logement et la pauvreté et du document Femmes, logement et pauvreté, de même que la diffusion d'une série de capsules vidéos visant à donner un visage aux besoins et aux réussites en matière de logement social. Les outils produits sont disponibles sur le site web du FRAPRU au www.frapru.qc.ca.

Les revendications du Camp et de la campagne *Le logement, un droit* sont les suivantes :

1. Accroissement majeur des investissements en habitation du gouvernement québécois, de manière à financer 50 000 nouveaux logements sociaux en cinq ans;
2. Maintien par le gouvernement fédéral de ses subventions aux logements sociaux existants et augmentation de 2 milliards \$ par année de son aide au développement de nouveaux logements sociaux.

Diverses activités, ouvertes à la population, seront organisées lors du Camp. Des actions auront lieu quotidiennement pour donner de la visibilité aux revendications. De plus, le site même du camp sera animé du matin au soir:

- Ateliers d'éducation populaire sur des enjeux variés comme le droit au logement, l'austérité, l'environnement, les luttes des peuples autochtones, l'alimentation et le féminisme;
- Grandes conférences sur des thèmes d'actualité;
- Activités artistiques et culturelles ;
- Espace famille, avec des activités conçues spécifiquement pour les enfants.

Le camp sera dynamique et accueillant pour revendiquer haut et fort le droit au logement !

L'horaire détaillé des activités sera publié en ligne au www.frapru.qc.ca/camp.



Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) existe depuis 1978 et est formé de 160 groupes, dont 28 qui sont au cœur de ses actions et de ses interventions.

1431, rue Fullum, bureau 201,
Montréal (Québec), H2K 3M3
514-522-1010
frapru@frapru.qc.ca

Site web : www.frapru.qc.ca
Facebook : www.facebook.com/FRAPRU.logement
Twitter : @FRAPRU